Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Il faut un plan de défense de l'ensemble des travailleurs !

Les travailleurs de chez Lunch Garden ne font pas les frais d'une faillite, mais d'une restructuration!

Et qu'importe que les instances officielles, les lois et autres curateurs d'entreprises déguisent la réalité pour désarmer les travailleurs qui voudraient s'opposer aux licenciements et baisses de salaires!

Lunch Garden ne fait pas les frais de la crise covid, comme le prétend sa direction. La réalité est bien plus glaciale : celle d'un dépeçage, froidement orchestré par l'actionnaire Freshstream, un fonds d'investissement anglais pesant près d'un milliard et demi d'euros. La réalité, c'est que Lunch Garden ne faisait pas assez de profit au goût des spéculateurs de Freshstream!

Alors Lunch Garden, en faillite ? Mensonges !

Mensonges aussi, tout ce que la direction d'Audi Bruxelles a pu raconter aux ouvriers pour arriver à fermer l'usine en ne payant que des indemnités au rabais! Mensonges encore la prétendue faillite de Van Hool, alors que la famille du même nom est toujours multimillionnaire! Mensonges, toujours, que la revente des magasins Delhaize ait été

autre chose qu'une restructuration destinée à licencier et à faire baisser les salaires !

Mensonges, mensonges, mensonges ! Les exemples ne se comptent plus : Galapagos à Malines, Hexcel à Welkenraedt, Tupperware à Alost... Et toujours dans le même but : désarmer la colère des travailleurs en donnant aux licenciements massifs l'apparence d'une calamité naturelle, inévitable.



Mais les licenciements, les suppressions d'emplois, baisses de salaires, les fermetures d'usines et les restructurations d'entreprises ne sont pas une fatalité. Les travailleurs doivent s'y opposer! Le dernier rapport d'Oxfam dévoile que malgré la crise, la richesse des 2.769 milliardaires du monde a augmenté de 2.000 milliards de dollars l'année dernière, soit trois fois plus vite que l'année précédente! De l'argent pour les salaires, pour les emplois, il v en a!

C'est que l'un ne va pas sans l'autre. Les grands groupes capitalistes maintiennent et augmentent leurs profits malgré la crise parce qu'ils réduisent les salaires et augmentent la concurrence entre les travailleurs. Et tant qu'ils ne rencontreront pas de résistance, ils accentueront cette offensive contre la classe ouvrière.

C'est précisément ce qui se prépare dans les coulisses des négociations du prochain gouvernement. Les documents sur lesquels négocient les partis de l'« Arizona » (MR, Les Engagés, NVA, CD&V, Vooruit) sont parvenus aux journalistes. La situation est claire : en bons serviteurs des marchés financiers et du patronat, les politiciens du futur gouvernement se préparent à imposer des mesures d'austérités. La réduction des allocations de chômage et leur limitation à deux ans, la réforme des pensions, le blocage des salaires hors indexations, la baisse du financement des soins de santé... Et pour rembourser la dette, tout en maintenant les cadeaux au patronat et en augmentant les budgets militaires, des dizaines de milliards d'économies sont prévues sur les services publics.

Les problèmes ne se posent plus entreprise par entreprise, secteur par secteur, mais doivent être posés au niveau de la société toute entière. En fait, l'urgence de la situation est telle qu'aujourd'hui seule une lutte de l'ensemble du monde du travail pourrait s'opposer à la politique du patronat, des marchés financiers et du gouvernement.

Les directions syndicales refusent une telle lutte d'ensemble. Elles ne veulent pas mettre les capitalistes en difficulté. A Audi Forest, les dirigeants des syndicats ont refusé d'unir dans une même lutte les ouvriers d'Audi et des sous-traitants. En fait, depuis l'annonce de la fermeture, ils ont refusé tout ce qui aurait pu aller dans le sens d'une

mobilisation des ouvriers n'ont proposé comme perspective que des négociations avec la direction, sans même chercher à construire un rapport de force! Mais sans rapport de force, pourquoi les patrons négocieraient-

La politique d'éparpillement des luttes par les directions syndicales se confirme partout. Par exemple, les mobilisations des enseignants francophones sont organisées le 27 et 28 janvier, alors que les enseignants flamands étaient en grève le 13 jan-

Cette politique d'éparpillement des luttes, que cela soit face aux suppressions d'emplois, ou face aux futures réformes du gouvernement, ne peut mener

les travailleurs qu'à l'impuissance et à la démoralisation. Il faut se préparer à dépasser les limites syndicales.

C'est même la seule voie qui peut permettre à la classe ouvrière de se défendre. Dans toutes les entreprises de tous les secteurs, l'origine des problèmes est la même: l'exigence de profit et de rentabilité imposés par la classe capitaliste.

Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de construire un rapport de force pour leur permettre de s'opposer aux mesures d'austérité et aux suppressions d'emplois, et finalement lorsqu'ils seront suffisamment forts, de se débarrasser du capitalisme lui-même.

Dans les entreprises

Tous à la manifestation du 13 février!

Le front commun syndical organise une manifestation jeudi 13 février contre le programme du futur gouvernement fédéral.

mobilisation Cette arrive tard et les directions syndicales n'ont encore annoncé aucune suite. Les dirigeants syndicaux ne prévoient pas de créer un rapport de force pour faire reculer le gouvernement et le patronat. Ce ne sera qu'une tentative de démontrer au futur gouvernement leur capacité à mobiliser... en vue

tions.

Néanmoins les travailleurs conscients doivent profiter de cet appel pour mobiliser largement.

Ce sera l'occasion d'emmener des collègues, amis et familles.

Ce sera l'occasion de discuter entre travailleurs de différents secteurs, de nouer des liens fraternels nécessaires aux luttes futures.

Et par notre nombre, tout comme en affichant nos propres revendications, ce sera l'occasion de nous adresser, non pas au gouvernement, non pas aux patrons, mais à tous les travailleurs,

de potentielles futures négocia- pour leur faire partager notre révolte et notre détermination à entamer la lutte.

> Alors, soyons nombreux à la manifestation du 13 février!

> La manifestation débutera à 10h à la gare du nord de Bruxelles, le jeudi 13 février 2025.



Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

« Faillite » organisée chez Lunch Garden

Après les reventes et restructurations incessantes de ces vingt dernières années, la faillite qui a été annoncée lundi 20 janvier est encore une fois une manière d'imposer des sacrifices aux 800 travailleurs de Lunch Garden.

Cette faillite était préparée de longue date, avec pour scénario l'annonce de la faillite le lundi et la réouverture des restaurants repris par CIM Capital dès le vendredi. Ces dernières semaines, la livraison des marchandises nécessaires au fonctionnement des restaurants avait été ralentie. D'où provenaient ces « ruptures d'approvisionnement » si ce n'est de la volonté de ne pas perdre du frais pendant les jours de fermeture séparant la faillite et la reprise ? Et comment expliquer que cette année, « exceptionnellement », la prime de fin d'année ne serait pas versée en décembre, ce qui avait toujours été le cas, mais le 17 janvier. Prime qui n'a évidemment pas été payée et que les travailleurs ne recevront peut-être jamais mais qui, en revanche, constitue un butin de deux millions d'euros économisé sur le dos des travailleurs par les patrons de Lunch Garden. Et à cela s'ajoutent le vol des salaires de janvier, des indemnités de licenciement, et des compléments de pensions pour les préretraités, car dans une faillite les travailleurs passent souvent après d'autres créanciers.

Pour les 430 travailleurs qui sont repris, CIM capital va encore aggraver leur exploitation pour

s'assurer des bénéfices. Mais comment va-t-il s'v prendre ? Que peut-il encore reprendre aux travailleurs ? Le sursalaire lié au travail en soirée et le week-end ainsi que le paiement des quarts d'heure de pause ont déjà été supprimés depuis longtemps. La diminution de l'effectif ? Souvent, il n'y avait déjà plus qu'une personne pour s'occuper de la salle et de la laverie. Remplacer les salariés par des étudiants et des flexijobs ? Les restaurants tournaient déjà le soir et le week-end avec une majorité d'étudiants.

En tout cas, les nouveaux patrons comptent se donner les moyens d'encore aggraver l'exploitation en augmentant davantage cette flexibilité. Les nouveaux contrats prévoient des plages de travail de 20 à 50 h par semaine, 11 heures d'affilée, 6 jours sur 7 et de 7 h à 22 h.

Lunch Garden: le gratin du capitalisme belge et européen

Lunch Garden n'est pas un petit poucet. Ses actionnaires passés et présents figurent parmi les plus grandes fortunes de Belgique et d'Europe. Petit tour d'horizon...

À l'origine Lunch Garden faisait partie du groupe GB-Inno-BM, détenu en 1995, par le holding Cobepa (Paribas), la famille Vaxelaire - respectivement 91e, 275e et 452e fortunes de Belgique - et la Sofina de la famille Boël (13e fortune de Belgique). En 2002, GIB est racheté par les holdings Ackermans & van Haaren de Luc Bertrand (23e fortune de Belgique), le père de la mi-

nistre du budget Alexia Bertrand, et CNP d'Albert Frère dont les deux héritiers sont aujourd'hui 14e et 16e fortunes de Belgique. Les deux compères revendent Lunch Garden à Carestel qui le revend ensuite à Grégoire de Spoelberch, Thibaut van Hövell et au fond KBC private equity. La famille de Spoelberch (3e fortune de Belgique) fait partie des trois familles historiques qui possèdent le géant brassicole AB Inbev.



En 2009, le fonds d'investissement H2 rejoint les actionnaires et prend 49% du capital de l'entreprise. Lunch Garden est par la suite revendu en 2015 au fonds d'investissement Bregal Freshstream qui appartient à la richissime famille Brenninkmeijer qui a fait fortune dans le prêt à porter (marque C&A) et pèse plus de 25 milliards d'euros. La famille Brenninkmeijer est aussi à la tête de Redevco, l'entreprise qui a racheté les immeubles du groupe GIB dont sans doute les murs que Lunch Garden loue.

Quant au repreneur CIM Capital, il s'agit d'un fonds piloté par Marc Van Hool et Marc Coucke qui peut compter sur l'argent public de fonds fédéraux et régionaux. L'exploitation de générations de travailleurs comme ceux de Lunch Garden ont enrichi ces parasites de la grande bourgeoisie qui n'ont d'autre souci que de chauffer leurs châteaux..

Mobilisations des travailleurs d'Audi et des sous-traitants

« Audi voleur » voilà ce qui était écrit sur la banderole portée par des ouvriers d'Audi et des sous-traitants, ainsi que des sympathisants à leur cause, au salon de l'auto vendredi 17 janvier.

Malgré l'annulation de l'action par les directions syndicales qui craignaient une "émeute", cette action a quand même rassemblé quelques dizaines de personnes. Elle a été l'occasion de dénoncer les montants ridicules des primes de licenciements accordés par Audi ainsi que l'attitude des directions syndicales d'Audi qui ont refusé d'organiser une mobilisation sérieuse depuis l'annonce de la fermeture début juillet pour la défense des intérêts des travailleurs. Les permanents disaient "faites confiance" pour négocier ! Sauf que les actionnaires et la direction d'Audi ne font que semblant de négocier.



En effet, mis à part une manifestation le 16 septembre qui réclamait un « plan industriel » c'est-à-dire encore des subsides publics pour des actionnaires multimilliardaires, aucune mobilisation qui aurait pu changer le rapport de force avec le patron n'a été organisée, tandis que les négociations entre direction et syndicats se passent dans la plus grande opacité.

Lundi 20 janvier, une cinquantaine d'ouvriers de la soustraitance principalement se sont malgré tout réunis à l'appel de la CGSLB des sous-traitants devant l'entrée principale d'Audi pour soutenir leurs délégués dans ces négociations bidon. Ils voulaient aussi dénoncer les entreprises sous-traitantes qui proposent des primes de licenciement encore plus ridicules qu'Audi (550 euros par année d'ancienneté!).



Le lendemain, des dizaines de travailleurs se rassemblaient devant l'hôtel où avaient lieu les négociations pour Imperial, une des entreprises sous-traitantes, où ils étaient accueillis par un cordon policier. Pourtant ces entreprises ont reçu de l'argent d'Audi pour la fermeture et ce sont des entreprises qui font des millions d'euros de chiffre d'affaires!

Ces travailleurs tentent de se faire entendre et de défendre leur dignité. Face à des entreprises qui sont prêtes à mettre des milliers de familles dans la misère pour maintenir leurs taux de profit, il n'y a que le rapport de force qui compte! Et si le rapport de force actuel ne suffit sans doute pas pour vraiment faire payer les licencieurs, cela n'est pas une fatalité: les travailleuses et travailleurs de Lunch Garden, Tupperware, et des autres entreprises ayant annoncé des licenciements, peuvent être autant d'alliés pour mener une défense commune.

Toc Employer

La direction de NGK à Ghlin se vante d'avoir obtenu une certification « Top Employer 2025 ». Notamment pour « son équité envers tous les employés et l'écoute active des attentes des collaborateurs ». Sous prétexte « d'équité », la direction a supprimé les horaires de jour pour les travailleurs âgés et les contraint au régime du travail à pause qui leur vole des années de vie. Une façon de les pousser à partir sans dédommagement pour les remplacer par des jeunes travailleurs précaires.

Trois semaines de salaire... par an!

Depuis deux ans, les 360 ouvriers de la filière à chaud de l'usine sidérurgique de Thy-Marcinelle sont soumis à un régime de chômage économique et ne travaillent qu'une semaine sur cinq. Mais à partir de février, ce régime sera étendu à... 17 semaines de chômage sur 18 ! Une façon pour la multinationale Riva de faire payer ses salariés par la sécurité sociale. Et les travailleurs privés de l'essentiel de leur salaire qui décideraient de partir n'auront même pas droit à une indemnité de licenciement.

Témoignage d'un ouvrier parc & jardin

Je suis un ouvrier d'une entreprise de parc et jardin qui a dû s'occuper de déneiger les infrastructures de ma ville pendant les deux jours de chutes de neige.

Après avoir fait mon travail de nuit et les deux heures de trajet pour rentrer chez moi, je reçois un appel qui demande que je revienne travailler en urgence. On doit recommencer à travailler à 14h de l'après-midi mais on n'a aucune information de l'heure à laquelle on termine. Le travail est physique, on déneige à la main avec des pelles, il y a les sacs de sel à transporter du camion,...

A partir d'un moment, la fatigue et le froid sont tels que je ne marche plus droit, mon corps est engourdi ainsi que celui de mes collègues. A 4h du matin, j'appelle mon chef pour lui dire que physiquement ce n'est plus possible et que c'est dangereux de continuer, qu'il faut qu'il fasse cesser le travail.

Sa réponse ? "J'aurais honte de vouloir rentrer !" Mais c'est à lui d'avoir honte de nous faire travailler autant d'heures et dans un froid pareil! C'est évident que les routes doivent être déneigées, mais il faudrait embaucher plus de monde pour alléger le travail! Surtout qu'il y a eu récemment des licenciements ! Le et ses chefs nous patron poussent à bout et empêchent que le travail soit bien fait!

Sa réponse me rend furieux, le mépris des chefs montre qu'ils nous voient comme des esclaves, à faire ce qu'ils décident pour remplir les poches du patron.

Je me jette de la neige sur le

visage et la nuque pour me réveiller et me remettre à travailler pendant trois heures de plus. A 7h du matin, après 17h de travail, on rentre au dépôt. Je roule les fenêtres ouvertes et envoie de l'air conditionné sur mon visage car j'ai peur de faire un accident sur la route.

Comme partout ailleurs, c'est la guerre au travail. Les chefs maintiennent la pression et nous divisent en permanence. Comment ? Ils n'hésitent pas à licencier des gars qui ont bossé pendant plus de 20 ans pour des broutilles. Mais la dictature des chefs ne durera pas éternellement!



L'IA ne licencie pas, la course à la rentabilité si!

Des actions syndicales auront lieu lundi 27 janvier dans les hôpitaux de Jolimont, Lobbes, Nivelles et Tubize.

Sous prétexte de déficit, le groupe hospitalier Helora veut supprimer 60 postes de secrétaires médicales en les remplaçant par des bornes d'intelligence artificielle.

Mais l'intelligence artificielle pourrait s'occuper de tâches administratives et de gestion et laisser le personnel se focaliser sur les patients. En réalité, les suppressions d'emplois ne visent qu'à financer la course à la constitution de grands groupes

hospitaliers qui sont de véritables vaches à lait pour de nombreux capitalistes du secteur.

Veolia: Quatre jours de grève

Chez Veolia, entreprise de collecte et traitement des déchets, les travailleurs de deux sites près de Liège se sont mis en grève pendant plusieurs jours.

La surcharge de travail s'ag-Dans certaines grave. communes, les déchets ne sont plus collectés qu'une semaine sur deux. Résultat, le jour du ramassage, il y a davantage de déchets dans les rues, plus de sacs poubelles à porter à bout de bras, il faut arrêter le camion presque à chaque maison, la journée est plus longue et plus dure, car les travailleurs gardent les mêmes tournées, et les mêmes salaires...

Les travailleurs dénoncent aussi la pression qu'ils subissent de la part de leur direction. La veille de la grève, un ouvrier qui avait averti dès le matin de ses douleurs à la poitrine, a quand même pris la route. Il a fini sa journée de travail à l'hôpital, victime d'un infarctus.

La grève s'est achevée par un "accord" qui n'apporte rien : la direction va offrir aux travailleurs le mépris d'une « enquête psychosociale », elle a promis une amélioration de la communication entre managers et travailleurs... En clair, aucune embauche, aucun allégement des cadences de travail... Rien qui coûte, que du blabla face auquel il faudra des mouvements de grève plus puissants.

Super-nota: une déclaration de guerre!

Depuis le mois de juin 2024, les cinq partis de la coalition « Arizona » (N-VA, MR, Les Engagés, Vooruit, CD&V) négocient la formation du prochain gouvernement fédéral.

Alors que les capitalistes accumulent les profits, multiplient les licenciements et les plans de restructuration, ils exigent que le futur gouvernement coupe dans les pensions, les allocations, les salaires, l'hôpital pour financer le remboursement de la dette, les aides aux entreprises et les dépenses militaires.

Les partis du futur gouvernement s'arrangent maintenant sur la manière de faire supporter cette charge à la population, car ils pourraient y perdre des voix aux prochaines élections.

Les mesures envisagées par les négociateurs ont été publiées dans la presse. Et si on ne sait pas encore si elles seront toutes adoptées, leur publication est sans conteste une déclaration de guerre aux travailleurs.

Pensions: travailler plus longtemps pour gagner moins

Au prétexte de faire des économies, les partis de l'Arizona prévoient de coupes massives dans les pensions de retraite.

Secteur public ou privé, tous les travailleurs risquent bien de voir leur pension rabotée ou repoussée dans le temps.

Par exemple, les pensions des fonctionnaires ne seraient plus calculées sur les dix meilleures années - comme c'est le cas aujourd'hui - mais sur toute la carrière, ce qui les ferait évidemment baisser. Le système des « tantièmes » qui permet aux fonctionnaires, en particulier enseignants, de partir quelques années plus tôt et de bénéficier d'une retraite un peu plus élevée, serait aussi supprimé. Même chose pour les régimes spéciaux du personnel roulant de la SNCB et des militaires : chaque année l'âge de leur pension augmenterait d'un an.



Les travailleurs du secteur privé sont aussi concernés. En particulier tous ceux qui ont alterné des périodes de travail et de chômage. Dans les plans du futur gouvernement, pour obtenir la pension minimale, il faudrait justifier de plus de jours encore de travail par an (156 jours désormais) sur 30 ans. Idem pour le calcul de l'âge de départ à la retraite : les périodes de chômage, de préretraite et « d'aménagement de fin de carrière » (qui permettent aux travailleurs de plus de 55 ou 60 ans de réduire leur temps de travail) ne compteraient bientôt plus dans le calcul. Cela rendrait plus complexe encore de terminer une « carrière complète » et cela fera encore reculer l'âge de départ à la retraite de nombreux travailleurs. De plus, ceux qui sont contraints de partir quelques années plus tôt à la retraite, perdraient 2, 4 puis 5% par année de pension anticipée!

Malades, chômeurs, allocataires : boucs émissaires de la crise

Les partis de l'Arizona envisagent de rendre les allocations de chômage encore plus dégressives et de les couper totalement après deux ans. Quant aux allocations sociales, elles ne seraient plus indexées! C'est-à-dire qu'elles baisseraient, vu la hausse continue des prix.

Tout cela s'accompagnerait d'un flicage généralisé sous prétexte de « combattre la fraude sociale ». Ainsi, pour les malades de longue durée, le simple oubli de remplir un questionnaire ou de se présenter à un rendez-vous serait sanctionné par une retenue de 10% de l'allocation. Absent à la convocation d'un médecin du travail ? Suspension des indemnités ! Même les médecins deviendraient suspects aux yeux du futur gouvernement : ceux qui « prescrivent plus d'incapacités ou des incapacités plus longues » seraient sanctionnés financièrement.

« Épaules les plus larges » : feindre de les taxer pour mieux les engraisser

Pour tenter de faire passer la pilule, le futur gouvernement feint de taxer les « épaules les plus larges », entendez les millionnaires et les milliardaires.

Mais les mesures avancées sont risibles : la taxation des plus-values boursières et des comptes-titres sont des paniers percés. Les capitalistes contourneraient sans difficultés ces impôts avec leur armée de fiscalistes. Et pour ceux qui auraient tout de même le malheur de se faire pincer, le gouvernement prévoit une « amnistie fiscale » (une réduction, voire une suppression des sanctions pour les fraudeurs fiscaux).

Derrière l'arbre de ces mesurettes fiscales se cache la forêt des cadeaux au patronat. La liste est longue comme le bras : suppression de l'interdiction du travail de nuit et le week-end, privatisation de bpost et Proximus, subventions à la pelle et baisse de cotisations sociales, etc. C'est peu dire que la bourgeoisie attend son gouvernement avec impatience!

Car, dans les plans du gouvernement, ceux qui devraient effectivement supporter le coût de ces mesures, ce sont les travailleurs. Les partis prévoient des hausses de taxes (TVA, cotisation, accises), des baisses de salaire (sur le travail de nuit et le dimanche), davantage d'heures de travail, etc. Ceux qui portent toute la société sur leurs épaules, ce sont les travailleurs!

Militarisation : la bourgeoisie prépare la guerre

Le futur gouvernement prévoit aussi d'augmenter massivement le budget de l'armée.

Le gouvernement Vivaldi y avait déjà ajouté 14 milliards jusqu'en 2030. Les partis de l'Arizona envisagent de le monter à 2% du PIB par an d'ici à 2029, soit au moins 11 milliards par an !

C'est même toute la popula-

tion qu'ils veulent embrigader dans leur guerre, notamment la jeunesse: le futur gouvernement envisage un « service militaire volontaire » de douze mois, dans le cadre du service civique.

Contre les capitalistes et les gouvernements à leur service

Les capitalistes et les gouvernements à leur service se mettent en ordre de marche pour mener la guerre à tous les travailleurs : service public, privé, chômeurs, retraités. Et demain, ils tenteront peut-être de nous embrigader dans leurs sales guerres pour leurs profits.

Capitalisme en crise

Toujours plus de milliardaires

L'association Oxfam vient de publier un rapport qui montre notamment que la fortune des 2.769 milliardaires du monde a augmenté trois fois plus rapidement en 2024 qu'en 2023 à l'échelle mondiale.

La Belgique suit la tendance avec le passage de quatre à dix milliardaires selon le classement Forbes. La liste « De Rijkste Belgen », comptabilise quant à elle 47 familles milliardaires belges.

Mais qu'on les compte individuellement ou par famille, ils ne sont qu'une infime poignée, face aux milliards d'individus qui ont tout à gagner à leur arracher le pouvoir!

Pénurie de garde d'enfants malades

Avec l'épidémie de grippe de l'hiver, les services de garde d'enfants malades ont encore été largement débordés.

Le problème n'est pas nouveau, déjà en temps normal, le secteur est saturé et ne permet pas de prendre en charge tous les enfants qui en ont besoin.

Dans toutes les structures de garde d'enfants malades, le manque de moyens se fait cruel-lement ressentir. De plus en plus, les puéricultrices doivent accepter des emplois mal payés et précaires avec des horaires décalés, imprévisibles et flexibles (très tôt le matin, très tard le soir).

Et la situation s'aggrave. Selon le rapport de la Ligue des familles publié en avril 2024, plusieurs centres ont fermé définitivement leurs portes et 500 emplois ont été supprimés au cours des cinq années précédentes, par manque de financement.

Ce même rapport estimait que 62% des parents peinent à trouver une solution de garde quand leur enfant est malade, en particulier les parents à bas revenus. Oui, pour les pères — et bien plus souvent pour les mères - c'est une véritable galère de faire garder son enfant. Et sous la pression maximale de leur employeur, beaucoup de parents craignent de devoir s'absenter pour motif familial.

Faute de pouvoir compter sur les services de la société, les parents ne peuvent compter que sur leur débrouillardise et la solidarité d'un proche pour garder leur enfant. Mais parfois ils n'ont d'autre choix que de prendre un congé sans solde malgré la pression et les potentielles sanctions du patron.

Les solutions ont beau être évidentes, la situation empire d'année en année, conséquence des coupes d'austérité.

Maisons de repos de plus en plus chères

1.989 euros : c'est le prix moyen d'un séjour d'un mois en maison de repos en Wallonie et en Région bruxelloise (selon Solidaris). En Flandre, le tarif moyen est de 2.246 euros par mois (selon l'association flamande des seniors OKRA).

Alors qu'un retraité du secteur privé ne touche en moyenne que 1.615 euros brut (Pensionstat, 2023), il y a de quoi être en colère!



Augmentation du prix de l'eau

Le prix de l'eau va augmenter à partir du premier février en Wallonie.

Le mètre cube coûtera 3,15 euros au lieu de 2,80, soit 12,5 % d'augmentation. Le gouvernement wallon, qui a validé cette décision, estime que la facture d'eau augmentera de près de 50 euros en moyenne par an par ménage.

Après la Wallonie, ce sera au

tour de Bruxelles et de la Flandre... Par tous les bouts, ils font les poches des travailleurs et appauvrissent la population. Face à la montée des prix, il faut lutter pour des augmentations de salaires.

PFAS: pollution capitaliste

Cela fait plus de cinquante ans que l'usine de l'entreprise 3M déverse des PFAS à l'ouest d'Anvers.

Cela fait pourtant depuis au moins 1996 que l'entreprise est au courant que les PFAS de son usine se répandent dans la nature, en causant des infections et des perturbations endocriniennes aux habitants, et qu'elle fait tout pour le cacher.

Le gouvernement flamand en avait été informé en 2004. Mais rien n'a été fait. Aujourd'hui, aux alentours de l'usine, 9 habitants sur 10 ont une concentration de PFAS dans le sang dangereuse pour la santé.

Pour faire face aux risques de contamination, les habitants du quartier ont reçu pour consigne du gouvernement de ne rien manger de leur jardin, de ne pas souffler sur la terre sèche, de ne pas laisser les enfants jouer dehors par temps sec, de ne pas jardiner, de se laver les mains consciencieusement avant chaque repas... Pour les agriculteurs, c'est la clé sous la porte. Plus loin le long de l'Escaut, là où les PFAS se déversent dans la mer, ce sont les pêcheurs qui se retrouvent sans revenu. Les aurecommandent également de ne pas avaler l'écume de mer, et de ne pas laisser les enfants y jouer....

Malgré tous les risques, les PFAS ou les matières similaires continuent d'être utilisées massivement par l'industrie. Les plus exposés sont les ouvrières et ouvriers qui travaillent dans les industries qui en produisent.

Les conséquences de la pollution capitaliste sont innombrables. D'autres produits toxiques utilisés quotidiennement par les industriels risquent d'être découverts dans les prochaines années. Les capitalistes préfèrent cacher les risques, et pendant des siècles s'il le faut, plutôt que de perdre le moindre profit en changeant le processus de production.

Il n'y a que quand les travailleurs contrôleront la production que les risques pourront être réduits au minimum.

« Capitalisme vert »: fin de l'hypocrisie

Pendant plusieurs dizaines d'années, les capitalistes et les gouvernements feignaient de répondre au problème climatique en prétendant que le capitalisme et la finance pouvaient être « écologiques », voire « sociaux ».

Les grands fonds d'investissements comme BlackRock ou State Street qui gèrent des milliers de milliards d'euros d'actifs financiers proclamaient alors leur soutien à la défense du climat et promettaient d'investir de manière responsable. C'est évidemment une hypocrisie grossière. Et le verni « écologiste » a rapidement craquelé.

La crise du capitalisme s'aggravant, la bourgeoisie cherche moins à paraître vertueuse. Alexander De Croo propose d'inclure les industries militaires dans les placements "Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance", pour faciliter les

investissements dans l'industrie militaire. Financer les engins de mort, voilà ce que la bourgeoisie trouve désormais « socialement responsable ».

Aux Etats-Unis, les grands fonds d'investissements qui, il y a quelques années, s'étaient déclarés pro-climat, annoncent maintenant leur retrait du Net Zero Asset Managers Initiative (NZAM), censé œuvrer pour la neutralité carbone. Les fonds d'investissements s'adaptent au climat politique américain où les politiciens républicains mènent une croisade contre la « gauche climatique ». Pour s'adapter à ce discours politique qui gagne du terrain, les fonds d'investissements adaptent leur communication. Mais dans le fond, rien ne change, comme l'explique Blackrock: « Notre participation à la NZAM n'a pas eu d'impact sur la manière dont nous gérons les portefeuilles de clients », et « notre départ ne change pas la façon dont nous développons des produits et des solutions pour les clients ou la manière dont nous gérons leurs portefeuilles. »

Facebook vire en masse

Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, a décidé de virer 3.600 travailleurs, 1 sur 20 ! En 2023, il avait déjà licencié des milliers d'employés. Zuckerberg, le nouvel ami de Trump, est comme ce dernier un ennemi des travailleurs.

Le MR flirte avec l'extrême droite

Deux cadres du parti d'extrême droite « Chez nous » ont rejoint le Mouvement Réformateur (MR).

En accueillant à bras ouverts

dans son parti d'anciens cadres d'extrême droite, Georges Louis Bouchez montre qu'il compte s'appuyer électoralement sur ce qu'il y a de plus conservateur et réactionnaire dans la société. Après sa campagne électorale aux mots d'ordres anti-chômeurs, anti-pauvres, stigmatisant les immigrés et attaquant les syndicats, il démontre sa capacité à s'accommoder des idées nauséabondes de l'extrême droite, au sein même de ses rangs. Il participe ainsi évidemment à les renforcer.

Mais le démérite de la banalisation de l'extrême droite ne revient pas qu'au MR! Depuis des années, ce sont les trahisons des partis de gauche qui, lorsqu'ils arrivent au gouvernement grâce à l'électorat populaire, mènent une politique anti-ouvrière, qui fait le lit de l'extrême droite.

Actualités Locales

Témoignage d'un travailleur

« A la fin de l'année, j'ai rentré un certificat médical à mon employeur. Il en a profité pour me virer immédiatement, mais en plus, il fait pression pour que ce soit moi qui démissionne afin de ne pas me payer d'indemnités de rupture de contrat! Il a commencé par me harceler au téléphone. Il est allé jusqu'à menacer mon médecin traitant de le dénoncer pour « des certificats de complaisance », ce qui est complètement faux. Il n'a cessé ce harcèlement qu' après que j'ai porté plainte à la police. Mais il change de méthode : il bloque

les démarches pour que je puisse obtenir une indemnité d'incapacité de travail en refusant de remplir les documents qu'il est censé renvoyer à ma mutuelle. Cela fait deux mois que je n'ai pas touché un centime.

De plus, mon ex patron me doit encore plus de 200 heures non payées. Six semaines ! Bien sûr, ces heures supplémentaires n'ont jamais été comptabilisées sur les fiches de paie. Voilà comment il se paye ses voitures de luxe !

Pour obtenir de l'aide de mon syndicat, c'est très compliqué. Ils m'ont d'abord demandé de changer de centrale d'affiliation, et je me retrouve « défendu » par une centrale syndicale distante de 30 km. Jusqu'à présent, ils n'ont envoyé que deux mails à mon patron. En même temps, ils me mettent en garde contre le risque que je soit sanctionné par l'ONEM si je rompt un contrat CDI, car, comme ils disent avec fatalisme, « l'ONEM sanctionne d'abord et mène une enquête ensuite ». Que puis-je faire ? Mon ex-patron s'assied sur mes droits! Alors que ma mutuelle ne m'a encore rien payé, j'ai dû remplir un questionnaire dans lequel j'ai dû préciser mon CV. Pourquoi ? J'ai cotisé, les médecins constatent mon incapacité de travail, un certificat médical devrait suffire.

Nous, les travailleurs, sommes contrôlés et sanctionnés à la moindre occasion. Personne n'est là pour nous aider. Alors, quand je vois l'impunité des patrons, et que, au sommet, 66 milliards ont disparu dans le budget de l'État, que des industriels de l'armement ont vendu du matériel inutilisable pour des milliards, et que là, il n'y a pas de sanction, cela me révolte! »

Dans une école à Charleroi

Une directive arrive du ministère de l'enseignement. La directrice réunit les professeurs pour les informer des nombreux changements intervenus. Des classes vont être regroupées, des options supprimées. Des jeunes professeurs perdent leur emploi.

A l'issue de la séance d'information, les professeurs sont en colère. Ils ne reprennent pas le travail. On discute des effets des réformes du prochain gouvernement. Suppression du statut de fonctionnaire. Perte

mensuelle de centaines d'euros sur sa pension. Augmentation des heures de travail. Non-indexation pour les fonctionnaires. Un arrêt de travail est décidé. « Une heure, pas plus » insiste la directrice. Ce sera deux heures décident les professeurs qui ont besoin de se concerter.

Puis les enseignants reviennent dans leur classe, bouillants de colère. Alors ils s'expliquent devant les élèves. Les élèves sont tout aussi indignés. Certains qui voulaient poursuivre des études pour devenir enseignants à leur tour sont en plein désarroi.

Il faut que toute cette colère s'exprime collectivement, dans la rue, pour que les autres comprennent qu'ils ne sont pas seuls à la ressentir.

Anderlecht: Racket à la cité Bon Air

L'entreprise Thomas et Piron, qui a rénové plusieurs logements sociaux de la cité Bon Air, réclame 300.000 euros au Foyer

anderlechtois comme dédommagement pour « avoir eu du mal à accéder aux maisons pour les rénover ».



Loin de remettre en question ce racket, dans une commune endettée à hauteur de 21 millions d'euros en 2023, Lofti Mostefa, président du Foyer anderlechtois, le justifie en accusant son prédécesseur de « manque de concertation » avec l'entreprise.

Si les rénovations des logements sociaux sont indispensables, elles se font souvent à des coûts exorbitants, au plus grand bénéfice des constructeurs et des promoteurs comme Thomas et Piron, qui se gavent sur les budgets des communes les plus pauvres, avec la complicité des responsables politiques locaux.

Il y a 80 ans... la libération d'Auschwitz

Le 27 janvier 1945, l'Armée rouge libérait le camp d'extermination d'Auschwitz, en Pologne. Les soldats soviétiques y ont découvert 7.000 rescapés, les dizaines de milliers d'autres détenus survivants ayant été évacués dans des « marches de la mort » par les SS gardiens du camp.

C'est à la fin 1941 que les dirigeants nazis avaient pris la décision d'exterminer les Juifs d'Europe. C'était un calcul abominable et cynique : la guerre contre l'URSS allait être plus

longue que prévu, il n'y aurait pas assez de ressources pour nourrir la population des pays occupés. La déportation et l'extermination des Juifs était un moyen de terroriser, mais aussi de diviser les peuples opprimés en exploitant l'antisémitisme répandu durant des dizaines d'années par tous les partis au service de l'ordre capitaliste.

Dès la prise du pouvoir par Hitler en 1933, des milliers de communistes furent enfermés et exécutés dans les camps. Et entre 1942 et 1945, six millions de Juifs, mais également des centaines de milliers de Tziganes (Roms) d'Europe de l'Est, furent exterminés par balles en Biélorussie et en Ukraine, par la famine dans les ghettos juifs, comme à Varsovie ou Cracovie, puis dans les chambres à gaz d'Auschwitz.



Le président américain Franklin Roosevelt et le premier britannique Winston ministre Churchill ont été averti de cette extermination dès fin 1942, mais ils refusèrent, comme le demandaient des résistants juifs, de bombarder les installations d'Auschwitz et les réseaux de chemins de fer qui amenaient les déportés. Ils refusèrent de dénoncer publiquement cette extermination pour que la guerre ne soit pas présentée comme un secours aux Juifs. L'antisémitisme était important aux USA et en Europe, et ce n'était pas le problème des dirigeants capitalistes de le combattre.

Staline et les dirigeants de l'URSS firent le même choix. Cependant, l'Armée rouge soviétique a tenté tout ce qu'elle a pu pour protéger les Juifs sur son territoire durant la guerre... contrairement aux États européens, dont la Belgique, qui ont collaboré avec les nazis à la déportation des Juifs.

Pourquoi?

Devant l'horreur des camps d'extermination comme Auschwitz, il est normal de se demander comment pareille chose a pu se produire sans provoquer de révoltes des Juifs, mais également des peuples d'Europe. En réalité, les actes de résistance n'ont pas manqué.

La véritable question est : pourquoi les États occidentaux, dont la Belgique, ont collaboré avec les nazis, ou ont refusé d'accueillir les Juifs qui fuyaient le génocide ? La réponse se trouve sous nos yeux. Aujourd'hui même, des gouvernements qui se prétendent « démocratiques »

et « défenseurs des droits humains » enferment des femmes, des enfants, des jeunes hommes dans des camps de détention, parce qu'ils n'ont pas de papiers.

Les partis qui gouvernent présentent les réfugiés qui fuient l'oppression et la guerre comme une menace, et font le choix de les laisser se noyer par dizaines de milliers en Méditerranée et en mer du Nord.

Les gouvernements financent des dictatures, en Libye, au Tchad, au Soudan, pour enfermer les migrants dans des camps ou les abandonner au milieu du désert. Pourquoi ? Parce qu'ils utilisent le racisme comme une arme politique pour diviser les travailleurs. L'unité des opprimés, voilà la menace qui fait peur aux dirigeants du capitalisme!

Marche à la guerre

Des soldats européens en Ukraine?

Si Trump avait annoncé obtenir « la paix en moins de 24h », ce n'est pas par pacifisme, mais parce que cela correspond aux intérêts d'une fraction de la bourgeoisie américaine qui préfèrerait que les milliards d'aides militaires à l'Ukraine servent à préparer d'autres conflits potentiels, notamment contre la Chine.

Parmi les conditions avancées pour un accord, Zelensky réclame la présence de 200.000 soldats européens en Ukraine pour « garantir la paix ». En réalité, une telle force servirait surtout à défendre le pouvoir des oligarques et les investissements des capitaux occidentaux contre la population ukrainienne qui pourrait se révolter, comme cela arrive souvent après les défaites militaires.

Quoi qu'il arrive, un accord de « paix » sous le capitalisme ne peut qu'être la préparation de la prochaine étape de la guerre, ou le déplacement de la guerre dans une autre région du monde...

Toujours plus de budget militaire

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a déclaré être « préoccupé » par la situation sécuritaire de l'Europe, qui selon lui « n'est pas en guerre, mais n'est pas en paix non plus ».

Quelle hypocrisie quand les armées européennes bom-

bardent régulièrement quatre coins de la planète, et que ce sont des armes européennes et américaines qui alimentent la guerre en Ukraine et le massacre des Palestiniens par Israël! Il s'agissait surtout de brandir la menace russe pour pousser les populations européennes à accepter les sacrifices comptent leur imposer les gouvernements pour augmenter les budgets de l'armement : « Les pays investissent jusqu'à quart de leur PIB dans les pensions, les systèmes de santé ou la sécurité sociale. Nous avons besoin d'une petite fraction de cet argent pour renforcer notre défense », a-t-il ajouté. Donald Trump a annoncé le prochain objectif, 5% du PIB en dépenses militaires, plus du double des 2% qui étaient admis jusque-là.

Les Piranhas de l'armement

En 2006, la Belgique a acheté 242 véhicules blindés Piranha III auprès de la filiale suisse d'un géant de l'armement américain, General Dynamics.

La Belgique a livré une partie de ces engins à l'Ukraine... mais l'armée belge en interdit l'utilisation en raison de fissures dans les châssis de véhicules « qui pourraient avoir un impact sur la sécurité lors de leur utilisation ».

Par ailleurs, une partie de ces blindés ont été équipés de tourelles trop lourdes, ce qui cause des ennuis mécaniques. Ces tourelles étaient fabriquées par Cockerill Mechanics et les munitions par l'usine Mecar à Seneffe, choisies par le ministre socialiste André Flahaut.

Les pressions diverses des capitalistes de l'armement sur les gouvernements et la corruption ne connaissent guère de limites, comme le révèlent les scandales à répétition en Ukraine.

Politique interdite aux soldats

La ministre de la Défense, Ludivine Dedonder (PS), a autorisé les militaires belges à manifester le 13 février prochain.

Les syndicats militaires réclamaient en effet de pouvoir protester contre la hausse de l'âge de la pension qui est dans les projets du futur gouvernement. Il s'agit pour Dedonder de manoeuvrer pour augmenter la pression contre un gouvernement auquel ne participe pas le PS, et de s'attacher la sympathie des soldats.

Mais cette décision a mené à une levée de bouclier. La majorité des politiciens savent bien qu'il s'agit là d'un précédent dangereux pour la bourgeoisie. Les militaires sont ainsi interdits du droit de grève depuis 180 ans. Cette décision sert à maintenir

une discipline stricte dans l'armée, et à interdire les possibilités pour les soldats d'exprimer une opinion différente de leur commandement. Les capitalistes veulent limiter les risques de voir l'armée leur désobéir au moment où ils en auraient le plus besoin, au moment de mobilisations massives de la classe ouvrière.

Recrutement en rade

En Belgique, l'armée avait prévu de recruter 1.000 réservistes fin 2024. Finalement, elle n'a réussi qu'à en recruter 600.

La population belge ne se présente pas encore massivement aux bureaux de recrutement de la Défense. Mais l'augmentation du chômage et de la propagande nationaliste risque de pousser toujours plus de monde à prendre l'uniforme aujourd'hui, quitte à risquer de servir de chair à canon demain.

International

Trump, le vrai visage du capitalisme

Devant une assemblée de milliardaires, le milliardaire Trump a prêté serment pour devenir le 47e président des USA. Il en a profité pour faire des déclarations fracassantes pour, selon ses propres mots, provoquer « le choc et l'effroi ».

Il a promis de « déporter des millions et des millions de criminels étrangers ».

Les richards qui ont applaudi ont tous une armée de domestiques latinoaméricains pour entretenir leurs palaces et leurs parcs privés. Ils s'enrichissent sur l'exploitation des travailleurs américains mais aussi des 45 millions de travailleurs étrangers, dont de nombreux sans papiers, qui triment dans l'industrie et l'agriculture.

Il n'est évidemment pas question pour les patrons américains de se priver de cette maind'œuvre dont ils ont besoin. Le but de cette politique odieuse est de semer la peur et la division parmi la classe ouvrière en traitant les étrangers comme des criminels et en intimidant les autres.

Un autre milliardaire, Elon Musk, qui va devenir lui aussi membre du gouvernement Trump, en a rajouté une couche dans la même journée en faisant un salut nazi.

Trump avait du reste fait le choix d'inviter pour la cérémonie d'investiture les représentants de l'extrême-droite du monde entier, depuis Jair Bolsonaro, inculpé pour tentative de coup d'État dans son pays, jusqu'à Tom Van Grieken du Vlaamse Belang.

Trump révèle le véritable visage du capitalisme, un système économique qui ne fonctionne que pour enrichir une petite minorité de grands bourgeois et qui repose sur l'exploitation des travailleurs, imposée par la peur, la menace et l'oppression. Mais également un monde où la seule

règle est la loi du plus fort, y compris pour s'emparer des richesses des pays étrangers.

Trump ne se cache pas de vouloir annexer le Canada, le Groenland, le canal de Panama... Menaces pour obtenir des concessions ? Peut-être. Ou pas.

Depuis la fin du 19e siècle, les Etats-Unis ont mené de nombreuses guerres de conquête, contre les Indiens, le Mexique, les Philippines, ou pour imposer leur ordre, au Vietnam, en Corée, en Irak, en Afghanistan, ils ont soutenu des coups d'états et des dictatures impitoyables pour soumettre les peuples à leurs multinationales.

Exactement comme le font la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne et la Belgique... à leur échelle, à la mesure de leurs moyens plus ou moins importants.

Aujourd'hui, les gouvernements et les médias européens se lamentent en accusant Trump de ne pas respecter le droit et les accords internationaux...

Quelle bande de fieffés hypocrites!

Ils savent très bien que le capitalisme est une jungle où le fort écrase le faible. Où sont les droits des Palestiniens à ne pas mourir sous les bombes ou à ne pas crever de faim ? Et celui des Irakiens, des Afghans, des Libyens, des Syriens, des Yougoslaves, des Congolais ?

Tant que les dirigeants européens font la guerre aux côtés des USA pour opprimer les autres peuples, ils appellent cela « le droit international ». Mais c'est au tour de l'Europe d'être la cible de plus fort qu'elle. Trump menace d'augmenter les droits de douanes sur les marchandises européennes exportées vers les Etats-Unis. Cela fait en réalité des années que la compétition économique entre l'Europe et les Etats-Unis s'aggrave. Le président Joe Biden, avec des manières « plus civilisées » peut-être, avait mis sur pied un programme de subventions pour les capitalistes pour attirer les usines et les investissements sur le sol américain. Si Trump décide d'aller un pas plus loin, ce n'est pas lié à son caractère, mais bien à la crise profonde du capitalisme qui pousse les gouvernements sur les voies d'un affrontement de plus en plus violent pour la répartition des profits entre capitalistes.

Les travailleurs sont les premiers à subir l'aggravation de cette guerre économique. Le protectionnisme, cette politique qui consiste à protéger les marchés nationaux à coups de taxes sur les marchandises importées, relancera l'inflation... et accélèrera les licenciements.

Alors il ne faut pas tomber dans le piège du nationalisme européen, belge, flamand ou wallon.

Quand l'ancien premier ministre Alexander De Croo dit que l'Europe doit « réagir fermement face à Trump », il préconise en fait une politique de sacrifices pour les travailleurs et la population. Une politique que De Wever et Bouchez ont l'intention de mettre en œuvre en s'attaquant aux régimes des pensions, à l'indexation des salaires, à l'assurance chômage et à l'assurance maladie.

C'est en luttant pour défendre leurs salaires et leurs emplois, c'est en s'unissant entre exploités de toutes origines, que les travailleurs deviendront une force capable de renverser le capitalisme et de créer un monde débarrassé de la loi du plus fort.



Trump soigne l'extrême droite

Une des premières décisions de Trump a été de gracier les 1.500 émeutiers qui avaient envahi le Capitole le 6 janvier 2021 pour contester la victoire de Biden.

En soutenant, alors, leur action et, désormais, en les graciant, Trump montre qu'il protège ceux qui dans ces groupes d'extrême droite, suprémacistes blancs, voire ouvertement fascistes, sont prêts à outrepasser la loi pour soutenir Trump, et derrière lui la bourgeoisie.

En cas d'aggravation de la crise, Trump et ses amis milliar-daires pourront s'appuyer sur ces groupes pour encadrer des troupes bien plus nombreuses et les tourner contre les militants ouvriers, les migrants, les « latinos », les noirs.

RDC: Guerre et business

Le groupe armé M23 continue d'avancer vers la ville de Goma au Congo, semant la terreur sur son passage et poussant des centaines de milliers d'habitants sur les routes.

Le gouvernement congolais prétend chercher tous les moyens pour arrêter la guerre, en faisant appel à un médiateur après l'autre, en menaçant d'envahir le territoire rwandais, pays qui finance et encadre le M23.

Tous ces efforts seront vains. Le gouvernement congolais n'est qu'un valet de ceux-là mêmes qui profitent des groupes armés et des minerais qu'ils exportent sur le dos de la population locale. Et pendant que la guerre fait rage, le gouvernement signe des contrats à neuf chiffres avec la société française Eiffage pour la rénovation du port de Matadi, et le président Tshisekedi organise à Paris une soirée « Investir en RDC » pour attirer les capitaux de ceux-là mêmes qui pillent le pavs...

Cessez-le-feu à Gaza

Après quinze mois de destruction et plus de 48.000 morts palestiniens, le cessez-le-feu entré en vigueur le 19 janvier procure soulagement et espoir aux Palestiniens ayant survécu au milieu des ruines de Gaza, ainsi qu'aux familles d'otages rassemblées à Tel-Aviv.

Mais au même moment, les soldats israéliens continuent les raids militaires à Jénine en Cisjordanie, en soutien aux colons israéliens qui chassent les Palestiniens et prennent leurs terres.

Pour l'heure, sept otages israéliennes ont été libérées par le Hamas, contre 290 prisonniers palestiniens, en majorité des femmes et des enfants détenus sans jugement. Plusieurs milliers de camions de ravitaillement, jusque-là bloqués par Israël, ont enfin pu entrer dans la bande de Gaza affamée, en manque de tout.

Le fait que le premier ministre israélien Netanyahou ait fini par signer cet accord après quinze mois de guerre n'offre aucune garantie aux populations du Moyen-Orient. Netanyahou répète d'ailleurs que le cessez-lefeu est provisoire et que les bombardements pourraient reprendre dès la fin de la première phase de l'accord.



Aucune paix durable ne sera possible tant qu'Israël écrasera la population palestinienne. Pour preuve, l'objectif affiché et clamé de la guerre à Gaza était l'éradication du Hamas, cet appareil politico-militaire qui encadrait les Gazaouis d'une main de fer. Pourtant, les quinze mois de guerre n'ont pas détruit le Hamas, loin de là, même s'il a été affaibli et a perdu certains de ses chefs.

Même le secrétaire d'Etat de Biden, Antony Blinken, doit le reconnaître : « Nous estimons que le Hamas a recruté presque autant de nouveaux militants qu'il en a perdus » car « le refus israélien d'envisager une solution politique est la recette d'une insurrection résistante et d'une guerre perpétuelle ». Les dirigeants de l'impérialisme sont parfaitement conscients aue l'oppression permanente exercée par Israël engendre une armée de jeunes palestiniens révoltés, prêts à rejoindre les rangs du Hamas. Mais les Etats-Unis continuent leur soutien indéfectible à l'Etat d'Israël car c'est le principal gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Raids militaires en Cisjordanie

À peine deux jours après le début de la trêve à Gaza, l'armée israélienne a lancé une nouvelle opération qu'elle a nommée « Mur de fer » en Cisjordanie occupée. Les soldats israéliens, avec l'appui des colons, organisent des raids contre le camp de réfugiés de la ville de Jénine. Charges de bulldozers, bombardements par avions, tirs d'obus et explosions incessantes forcent les Palestiniens à fuir la zone.

L'opération « Mur de fer » a fait au moins douze morts et des dizaines de blessés. Ces attaques répétées visent à intensifier la colonisation de la Cisjordanie par les colons d'extrême droite israéliens, et à y mener la guerre contre le Hamas.

À la sortie des prisons israéliennes

Les prisonniers palestiniens qui ont été relâchés ont commencé à témoigner des conditions de détention inhumaines qu'ils ont subies dans les prisons. La brutalité, les tortures, le manque d'hygiène, l'isolement ou au contraire l'entassement sont le lot d'un total de 9.700 détenus. Des conditions de détention à l'image des méthodes de guerres utilisées par l'armée israélienne en Cisjordanie et à Gaza pendant quinze mois, sous la bénédiction des puissances occidentales.

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be